27 août 1862

Arrêté relatif à l'examen des aspirants au brevet de capacité

[Gustave] Rouland

Source : *L.I.P.* tome 3, p. 812-813.

En contradiction avec sa circulaire du 11 août 1858*, dans laquelle il affirmait qu'il n'existe, d'après la loi du 15 mars 1850*, qu'un seul brevet de capacité, Gustave Rouland instaure par cet arrêté un brevet simple relatif aux matières obligatoires et un brevet complet qui prend en compte les matières facultatives.

Le ministre secrétaire d'État au département de l'Instruction publique et des Cultes ;

Vu les articles 23 et 46 de la loi du 15 mars 1850 ;

Vu l'article 50 du décret du 29 juillet 1859 ;

Vu l'arrêté du 15 février 1853,

Arrête ce qui suit :

Article 1^{er}. - Deux jours avant l'ouverture des sessions des commissions chargées de l'examen des aspirants aux brevets de capacité, le recteur de l'académie envoie, sous pli fermé de trois cachets, à l'inspecteur d'académie départemental, les sujets de compositions écrites qui devront être traités par les aspirants ou aspirantes au brevet de capacité.

Chaque sujet de composition sera renfermé sous un pli spécial portant en suscription la nature de la composition, savoir :

1° Pour les aspirants au brevet simple :

Une dictée d'orthographe ;

Un récit emprunté à l'histoire sainte ;

Une question d'arithmétique portant sur l'application des quatre règles ;

2° Pour les aspirants au brevet complet :

Un récit emprunté à l'histoire nationale ;

Une question de géographie ;

Deux questions sur les notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle applicables aux usages de la vie ;

Trois questions sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène ;

Trois questions sur l'arpentage, le nivellement et le dessin linéaire.

Art. 2. - Chaque sujet de composition est retiré du pli cacheté, séance tenante, en présence des candidats, par le président de la commission, au commencement de chaque épreuve.

Art. 3. - Les compositions écrites, faites par les candidats jugés dignes du brevet de capacité, sont jointes au procès-verbal des opérations de la commission et envoyées au recteur de l'académie.

Le procès-verbal relatera pour chaque candidat les questions qui lui auront été posées pour les épreuves orales.

Art. 4. - Les présentes dispositions sont applicables aux aspirantes aux brevets de capacité pour l'instruction des filles.

Art. 5. - MM. les recteurs des académies sont chargés de l'exécution du présent arrêté.